

**Contribution de l'AADP  
à la consultation de l'ARCEP  
sur le projet de deux décisions  
modifiant les modalités de calcul  
et de perception des majorations  
de taux de commission des  
marchands de presse**

**15 janvier 2025**

Association pour l'Avenir des Diffuseurs de Presse  
77 route des Mouilles 74400 Chamonix Mt-Blanc

[contact@marchandsdepresse.com](mailto:contact@marchandsdepresse.com)



## Table des matières



Préambule..... 3



1 Point de vue sur les propositions..... 4

2 Amélioration possible..... 4

Conclusion..... 6



## Préambule

La présente contribution de l'AADP s'inscrit dans le processus initié par l'ARCEP en vue de l'amélioration des conditions de rémunération des marchands de presse. Pour mémoire l'objectif fixé par le législateur au régulateur est l'amélioration de l'attractivité pour l'exercice de cette activité en vue de garantir l'accès du citoyen à la presse imprimée. Ceci dans un contexte durablement baissier.



## 1 Point de vue sur les propositions

**L'AADP souscrit aux deux mesures proposées par l'ARCEP.**

- ✓ La première améliore la cohérence en prenant en considération les évolutions du marché, oubli pour le moins malencontreux du CSMP.
- ✓ La seconde également, en supprimant un délai de paiement sans justification d'une grande partie des commissions complémentaires dues aux marchands.

## 2 Amélioration possible

Les deux décisions visent à corriger le système existant en supprimant les incohérences. La notion de temps est prise en compte (variation du marché dans le temps, ajustement du délai de paiement).

En revanche la pertinence du périmètre d'action n'est pas prise en considération bien que cela nous semble non seulement nécessaire mais également utile.

Nous avons vu que la segmentation par délai de paiement entre le versement des commissions et d'une large part des commissions complémentaires ne trouvait pas de justification, s'avérant défavorable à l'économie des marchands.

De la même manière, la segmentation par types de produits, est difficilement justifiable et n'est aucunement favorable à l'économie des marchands et à la pérennité de la filière.

Le traitement distinctif des encyclopédies des autres produits presse mérite d'être reconsidéré. L'arrêt du Conseil d'État du 14 novembre 2024 confirme ce point. Et la cohérence avec les décisions relatives au calcul de la péréquation nous semble de nature à imposer de mettre un terme à un traitement distinctif sans fondement.

**Nous suggérons donc que les encyclopédies soient traitées à l'identique des autres produits presse et prises en compte dans le chiffre d'affaires presse réalisé par les marchands comparé au seuil d'attribution des commissions complémentaires.**

Outre l'amélioration de la cohérence, cette mesure est de nature à compenser partiellement la baisse des commissions et, en cela, elle va dans le sens de l'objectif visé de l'amélioration de l'attractivité pour l'exercice de l'activité de marchand de presse.

Enfin, et ce n'est pas l'intérêt le moindre de cette suggestion, celle-ci réintroduit une solidarité entre l'ensemble des éditeurs. La pratique historique et toujours actuelle de l'individualisation de traitement, d'après des spécificités mises en avant selon l'intérêt propre de certains produits regroupés en « segments » est défavorable à la solidarité des éditeurs pour la préservation de leur outil commun de distribution et commercialisation. Opérer des distinctions entre les produits labellisés « presse » fragilise le secteur en ne reposant que sur la prise en compte d'intérêts partiels au détriment de l'intérêt commun.

Dès lors qu'ils sont reconnus comme des produits presse, et bénéficient à ce titre des mêmes avantages accordés par l'Etat, aucune distinction n'est justifiable entre les titres. La seule distinction qui peut légitimement être retenue comme utile et pertinente est celle opérée par le législateur. Celui-ci n'a retenu que l'intérêt du citoyen comme critère de qualification des titres les distinguant les uns des autres. Il n'y a aucune raison pour introduire de nouveaux critères ou reconduire des décisions anciennes portant atteinte à l'intégrité du système.

Pour terminer, notre suggestion vise à simplifier le système, ce qui ne peut qu'en réduire les coûts, dans l'intérêt de tous les acteurs de la filière. Et cette simplification améliorera la transparence et favorisera une meilleure connaissance du système de rémunération par les marchands, augmentant leur confiance dans celui-ci. A l'heure actuelle ils sont dans l'incapacité de savoir comment leur rémunération est calculée et encore plus d'en contrôler la justesse. Notre suggestion, si elle était retenue, permettrait donc d'améliorer, sans coût, l'attractivité pour l'exercice de l'activité de marchand de presse, ce qui va dans le sens de l'objectif recherché. Elle pourrait, en plus, réduire les coûts de traitement et de contrôle, ce qui, en la circonstance, n'est pas à négliger.

A noter : Culture Presse avait fait une demande similaire dans son livre blanc de la mise en œuvre de la Loi Bichet en 2019 :

*« L'UNDP est favorable à une simplification du dispositif de rémunération des diffuseurs, qui leur permettrait de bien comprendre leur système de rémunération et de se l'approprier. Une simplification qui doit leur permettre de se projeter dans l'avenir et de s'engager dans une professionnalisation croissante. Cette simplification doit également alléger la gestion imposée aujourd'hui aux messageries. L'UNDP propose notamment la disparition des plans spécifiques relatifs aux encyclopédies, au multimédia et à la presse import. Elle suggère de regrouper tous ces produits – et les publications non coopératives – dans le dispositif applicable aux publications coopératives. Elle propose de retenir un seul plan de qualification...»*

## Conclusion

La rémunération constitue la contrepartie d'un service que de plus en plus de marchands ne veulent plus rendre aux éditeurs du fait de son insuffisance et de son opacité. Sa revalorisation (niveau et délai) conditionne l'avenir de la filière car la réduction de la couverture du territoire par le réseau affecte l'activité de tous les éditeurs et prive quantité de citoyens de l'accès à la presse imprimée.

Les conditions de rémunération peuvent être améliorées par des mesures d'équité et d'efficacité. Les deux décisions projetées soumises par l'ARCEP à cette consultation publique vont dans ce sens et, pour cette raison, méritent d'être validées.

Il est possible de les compléter pour améliorer leur efficacité et simplifier le système dans l'intérêt de tous les acteurs de la filière.

S'inscrivant dans un chantier de fond, ces mesures sont conservatoires et transitoires. Elles n'ont qu'un effet limité par rapport à l'objectif recherché.

Le seul vœu de l'AADP en ce début d'année est qu'à celles-ci succède le plus tôt possible l'application de mesures définitives permettant enfin la préservation du réseau qui reste l'objectif fixé par le législateur.

Dans cet esprit, l'AADP réitère sa demande à l'ARCEP de la mise en place sans délai de la facturation des ventes telle que prévue à l'article 5 du cahier des charges des SADP (Décret n°2021-440 du 13 avril 2021), demande soutenue par les autres organisations professionnelles de marchands, kiosquiers et concessionnaires.

